

Gun Control Redux

Twenty years ago, 14 young women were killed at the École Polytechnique de Montréal by a lone gunman. Canadians were shocked and outraged by this act of incomprehensible brutality. Under the leadership of some of the family members of the victims, gun control advocates, public health professionals, health care providers and ordinary citizens mobilized to promote stronger control of firearms. The federal Firearms Act, which created a national registration system for rifles and shotguns, resulted directly from these efforts.

Although the epidemic of gun violence is not as severe in Canada as it is in the United States, pro-gun lobbies are active here as well and they have been trying for years to block or reverse progressive legislation and policies aimed at reducing gun-related violence. Now the Conservative Government has allowed a private member bill to move through the House of Commons which would repeal the gun registry. The bill, which has passed second reading, would allow anonymous purchasing of rifles and would eliminate almost 7,000,000 firearm records from the registry.

The repeal of gun registration would be a major mistake and a blow to public health and to the safety of Canadians. The number of gunshot deaths in Canada has declined by close to 50% over the past two decades and suicide with firearms has decreased by over 60% among 15-35 year-olds. Murders of women by firearm as well as firearm-related accidents have also declined sharply. While there could be several explanations for these declines, it seems a pretty sure bet that the registration process and its associated rejection or revocation of licenses has played an important role. The effort to dismantle this system is not only poor policy, it is foolish and reflects self-serving politics and questionable legislative ethics.

It seems that every once in a while, public health has to fight another rearguard battle from conservative elements of society trying to move us back in time. The current debate reinforces the need for vigilant public health advocacy, strong surveillance programs, long-term impact evaluation of policy and programs, and a continued focus on core values and ethical principles of interventions to ensure that Canadian population health is protected and promoted. Public health practitioners must fight to defeat this bill. Canada deserves strong and consistent policies to enhance rather than decrease gun control in order to prevent tragedies such as the killings at École Polytechnique.

Gilles Paradis
Scientific Editor

Le contrôle des armes à feu : nouvel épisode

Il y a 20 ans, 14 jeunes femmes ont été abattues par un tueur armé à l'École Polytechnique de Montréal. La population du pays a été abasourdie et outrée par cet acte d'une brutalité insensée. Sous l'impulsion de certains membres des familles des victimes, des porte-parole du contrôle des armes à feu, des professionnels de la santé publique, des fournisseurs de soins de santé et des citoyens ordinaires se sont mobilisés pour promouvoir un contrôle plus strict des armes à feu. La *Loi sur les armes à feu*, qui instituait un système fédéral d'enregistrement des carabines et des fusils à canon lisse, est le résultat direct de leurs efforts.

L'épidémie de violence par balle ne sévit pas autant au Canada qu'aux États-Unis, mais les lobbys des armes à feu sont actifs ici aussi, et ils tentent depuis des années de faire barrage ou d'annuler les lois et les politiques progressistes qui visent à réduire ce type de violence. À présent, le gouvernement conservateur laisse un projet de loi d'initiative parlementaire qui abrogerait le registre des armes à feu faire son chemin jusqu'à la Chambre des communes. Ce projet de loi, dont le principe a été adopté, autoriserait l'achat anonyme des carabines et supprimerait près de 7 millions d'enregistrements d'armes à feu dans le registre.

L'abrogation de l'enregistrement des armes à feu serait une grave erreur qui porterait un coup dur à la santé publique et à la sécurité de la population. Le nombre de décès par balle au Canada a baissé de près de 50 % au cours des 20 dernières années, et les suicides par balle ont diminué de plus de 60 % chez les 15 à 35 ans. Les meurtres de femmes et les accidents par balle ont aussi chuté de façon marquée. Il peut y avoir plusieurs explications à ces baisses, mais il y a fort à parier que le processus d'enregistrement, et les refus et révocations de permis qui en découlent, ont joué un grand rôle. La volonté de démanteler ce système n'est pas seulement mal avisée sur le plan stratégique : elle est insensée et relève de la politique partisane et d'une éthique législative douteuse.

On dirait que la santé publique doit régulièrement mener des combats d'arrière-garde contre les éléments conservateurs de la société qui essaient de nous faire reculer. Le débat actuel montre que pour protéger et promouvoir la santé de la population canadienne, il faut défendre avec vigilance les droits en matière de santé publique, instaurer des programmes de surveillance rigoureux, évaluer les incidences à long terme des politiques et des programmes, et continuer à insister sur les valeurs et les principes moraux de base dans nos interventions. Les praticiens de la santé publique doivent combattre ce projet de loi. Le Canada mérite des politiques vigoureuses et cohérentes pour améliorer le contrôle des armes à feu et non le diluer. Il le faut pour prévenir des tragédies comme la tuerie de l'École Polytechnique.

Le rédacteur scientifique,
Gilles Paradis